

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1503 DU JEUDI 10 NOVEMBRE 2022 * 29ÈME ANNÉE * PRIX : 3000 FG * ZONE CEFA : 500



P.2

Procès du massacre
du 28 septembre

Cécé Haba révèle le meurtre de son père...

Massacre du 28 septembre 2009 P.4

Dalein se dit prêt à témoigner

Simandou P.4

Toujours pas de « fumée blanche »

Des poursuites judiciaires engagées contre Alpha et Cie

Jean Marc Telliano parle « d'acte salubre »

P.3

Ministre des Infrastructures

P.2



Yaya Sow suspendu avec plusieurs de ses hauts cadres

Procès du massacre du 28 septembre

L'accusé Cécé Haba révèle le meurtre de son père et le viol de ses sœurs

Au procès du massacre du 28 septembre 2009, le capitaine Cécé Raphaël Haba, garde du corps du commandant Aboubacar Diakité dit « Toumba », a révélé que son père a été tué et ses sœurs violées, après les événements du 3 décembre 2009.



mes effets, frapper mes enfants, prendre mes sœurs, les envoyer aux 32 escaliers au camp Alpha Yaya Diallo pour les violer. Et, ils ont tiré sur mon père, il est mort », a dit le capitaine Haba.

L'audition du capitaine Haba, qui nie catégoriquement s'être rendu au stade du 28 septembre le jour du massacre, se poursuit au tribunal.

« J'étais à l'hôpital à côté de ma femme qui devait accoucher », a dit Haba.

Le capitaine Haba a confirmé l'essentiel du témoignage du commandant Toumba – qui a révélé beaucoup de détails sur la prise du pouvoir par Dadis les événements du 28 septembre 2009 et les incidents de Koundara en décembre 2009 –, provoquant une vive opposition des avocats de la défense de Dadis.

Haba a été arrêté, suite aux incidents du 3 décembre 2009, quand l'ex aide de camp du chef de la junte militaire de l'époque a tiré sur le capitaine Moussa Dadis Camara, au camp Koundara, à Boulbinet.

« (...) J'ai eu la vie sauve aujourd'hui grâce au colonel Pivi. Après les événements du 03 décembre 2009, les gens étaient à ma recherche pour me tuer. (...) Les gens étaient obligés de me déplacer d'un endroit à un autre pour éviter que mon exécution (...) Il y a un groupe de militaires qui s'est rendu à mon domicile pour piller mes biens, prendre

Pour l'heure 4 accusés ont témoigné à la barre : le colonel Moussa Tiegboro Camara, le capitaine Marcel Guilavogui, le commandant Toumba et le capitaine Haba.

L'audition prochaine du colonel Claude Pivi et surtout du capitaine Moussa Dadis Camara est très attendu par le public.

La rédaction

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au :

Tél. : Tél. (+224) 666 607 999 / Tél. (+224) 628.529.162
E-mail : servicecommercial@lindependant.org

Horaires de travail

Face aux syndicalistes, le rétropédalage du colonel Doumbouya

Les pressions du mouvement syndical guinéen n'ont pas été vaines. Dans la soirée du mardi 8 novembre 2022, le colonel Mamadi Doumbouya est revenu par décret sur sa décision imposant des horaires de travail contraignants aux fonctionnaires de l'administration publique.



Cette dernière annonce, faite à la télévision d'Etat, ramène les horaires de travail du lundi au jeudi de 8h00 à 17h00, avec une pause d'une heure, débutant à 12h00 et prenant fin à 13h00. Le vendredi, les horaires sont fixés de 8h00 à 17h00, avec une pause de deux heures (13h00-15h00).

Un précédent décret du chef de la transition guinéenne avait été critiqué par les syndicalistes qui ont dénoncé son caractère « unilatéral » et difficile à supporter pour les fonctionnaires.

Les premiers jours de la semaine ont été marqués par des embouteillages interminables à Conakry, à partir de 18 heures, jusque tard dans la nuit.

Dans son nouveau décret de mardi, le colonel Doumbouya a précisé que ces dispositions ne s'appliquent pas à une certaine catégorie de travailleurs comme les personnels des Pharmacies, dispensaires, les services médicaux, établissements d'enseignement, banques ainsi qu'aux personnels de magasins de vente, etc.

Sont également concernés les personnels de service tels que la Police, la Douane, les conservateurs de la nature, les gardes pénitentiaires, les ports et aéroports, les postes et télécommunications, l'information, les stations météorologiques...

Amadou Tidiane Diallo

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Kipé Dadiya
Commune de Ratoma
Email: lindependant.org
Tél : 628.529.162 / 628.85.84.18
Conakry

Redacteur en chef

Alpha Amadou DIALLO: 628.85.84.18
Email: lindependantguinee@gmail.org

Comité de rédaction

Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Mamadou KOUYATÉ
Aïssatou Sadio BAH

P.A.O

G. SOUMAORO
Tél. (+224) 628.529.162

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

servicecommercial@lindependant.org
Amadou Tidiane DIALLO
Tél. (+224) 666 60 79 99
Amadoutidianediallo

@lindependant.org

Distribution: SPIC / Maison du Livre
Impression: SPIC/Imprimerie Le Scribe

Lisez le journal numérique sur le site
<https://lindependant.org>

Changements des horaires de travail

Les fonctionnaires, entre épuisement et frustration

Certains fonctionnaires désapprouvent le décret du gouvernement de la transition imposant le changement d'horaires de travail dans l'administration guinéenne. Ce mardi 8 novembre, un reporter de l'Indépendant.org a sondé quelques fonctionnaires.

Les travailleurs du public que nous avons pu interroger, interpellent le gouvernement, tout en s'interrogeant sur l'absence de concertation, tel que dénoncé par le mouvement syndical.

A.K, une dame en poste au ministère de la fonction publique, a exprimé ses craintes par rapport au nouveau rythme de travail qui pourrait provoquer des ennuis de santé.

« Nous craignons vraiment pour notre santé avec cette décision unilatérale du gouvernement. On se réveille à 4 h du matin, tous les jours, pour être là à 8h. Si on doit quitter ici à 18h, avec les bouchons, les routes dégradées, il arrive qu'on rentre à minuit. Il faut se laver, il faut manger, etc. Nos heures de sommeil sont limitées à environ 3 heures », affirme-t-elle.

Cette dame demande aux autorités d'exprimer de la « pitié » à l'endroit des fonctionnaires.

« Nous sommes des êtres humains, on n'est pas des machines. Et nous ne devons pas bâcler le travail qu'on nous confie », souligne cette source.

Pour Mbemba Cissé, un autre fonctionnaire, « le gouvernement devrait voir la situation du pays », même si l'administration devrait travailler plus pour favoriser le développement du pays.

« Toutes les activités sont centralisées à Kaloum ici, le matin tout le monde descend, le soir tout le monde remonte. Je me demande d'ailleurs quelle a été la source d'inspiration du gouvernement ; on n'a pas de train, ni métro, ni une société de transport. Nos routes sont dégradées c'est qui occasionne souvent l'embouteillage. C'est

épuisant », lance-t-il.

« Je pense que le gouvernement devrait revoir cette décision », conseille Cissé.

Pour sa part, le mouvement syndical, qui est montée au créneau pour dénoncer le décret imposé aux fonctionnaires, appelle aux respects des accords tripartites signés.

La CNTG (Confédération nationale des travailleurs de Guinée) et une dizaine de structures syndicales ; qui «

condamnent et rejettent énergiquement toute violation » de leurs droits, demandent au président de la transition de rapporter tout simplement le décret controversé.

Contacté au téléphone par l'indépendant.org, le chargé de la communication au ministère de la fonction publique a dit s'abstenir de tout commentaire, sans l'autorisation préalable de son ministre...

Alpha Amadou Diallo



Procès du massacre du 28 septembre

Le capitaine Cécé Haba confirme la version de Toumba Diakité

Le capitaine Cécé Raphaël Haba, quatrième accusé à se présenter à la barre dans le procès du massacre du 28 septembre 2009, a comparu lundi 7 novembre 2022 devant le tribunal de première instance de Dixinn, délocalisé à la cour d'appel de Conakry.

Face au juge Ibrahima Sory 2 Tounkara, l'ex garde du corps du commandant Aboubacar Diakité dit « Toumba » a conforté la version de son ancien patron et aide de camp du capitaine Moussa Dadis Camara.

Haba affirme être resté ce jour du 28 septembre 2009 auprès de sa femme en grossesse avancée, loin des événements sanglants qui ont fait au moins 157 morts et des dizaines de femmes violées.

Au passage, le capitaine Haba a confirmé en tous points la rencontre entre Toumba, le capitaine Marcel Guilavogui et lui-même, à la Maison Centrale de Conakry, quand l'ex aide de

camp de Dadis a voulu convaincre le « neveu de Dadis » de dire la vérité à Tribunal.

« Tout ce que tu dis est vrai, mais je ne peux répondre ça devant les gens-là (juges). Je cherche à sauver ma tête. Même si on envoie un char de combat devant moi, je ne vais pas reconnaître les faits », aurait répondu Marcel.

Selon Haba, le « neveu de Dadis » aurait reconnu avoir été au stade du 28 septembre, alors qu'il lui avait caché ce fait depuis 2009.

Amadou Tidiane Diallo

L'Indépendant
Votre journal
de tous les jeudis

Avis important

L'Administration et la Direction Générale de "L'Indépendant & Démocrate" informent tous ses partenaires et annonceurs, que depuis le 1^{er} novembre 2022, **Monsieur Mamadou Aliou DIAKITE** n'est plus le Directeur Commercial du groupe de presse.

Par conséquent, **M. Diakité** n'est plus membre de notre personnel et n'est habilité ni à représenter, ni à engager L'Indépendant & Le Démocrate dans une quelconque activité.

Désormais, en cas de besoin, le groupe de **L'Indépendant & Le Démocrate** vous invite cordialement à vous référer à l'adresse directioncommerciale@lindependant.org telle que mentionnée dans l'ours du journal.

Merci de nous faire confiance

L'Administrateur général du groupe de presse de "L'INDEPENDANT & Le Démocrate"

Massacre du 28
septembre 2009

Dalein se dit prêt à témoigner



Son nom a plusieurs fois été prononcé par des accusés depuis l'ouverture du procès des auteurs présumés du massacre du 28 septembre 2009. Cellou Dalein Diallo, ex Premier ministre sous l'ancien président Lansana Conté, opposant farouche au régime d'Alpha Condé, affirme être prêt à témoigner pour éclairer la lanterne des juges en charge du dossier du massacre.

Lui-même a été tabassé lors de ses événements douloureux, s'en tirant de justesse avec une impressionnante blessure au crâne et des côtes cassées.

« Je suis prêt à témoigner sur ce que j'ai vécu (entre Dieu et moi). Mais moi, c'est très tôt qu'on m'a brutalisé, j'ai perdu conscience. Lorsqu'on me faisait sortir du stade, nul ne savait si j'étais vivant ou mort. Mais ce que j'ai vu, je peux bien témoigner », a-t-il dit aux journalistes de Radio France International (RFI).

Le leader de l'UFDG s'est réjoui de l'ouverture du procès, même 13 ans après les exactions commises par des hommes armés et des miliciens (selon de nombreux témoins) qui ont fait au moins 157 morts, une centaine de femmes violées et plusieurs disparus.

Diallo dit espérer que les auteurs de ces crimes sont condamnés par la justice pour « soulager les victimes ».

Sous l'ex premier ministre de transition, le leader de l'UFDG avait bénéficié d'une indemnisation financière à hauteur de 2 milliards de francs guinéens.

L'homme, qui dénonce un « harcèlement » de la junte militaire guinéenne – dirigé, selon lui, contre les leaders politiques –, est actuellement en exil, suite à la destruction de son domicile privé et des menaces de poursuites judiciaires dans l'affaire de la liquidation d'Air Guinée, l'ex compagnie aérienne nationale.

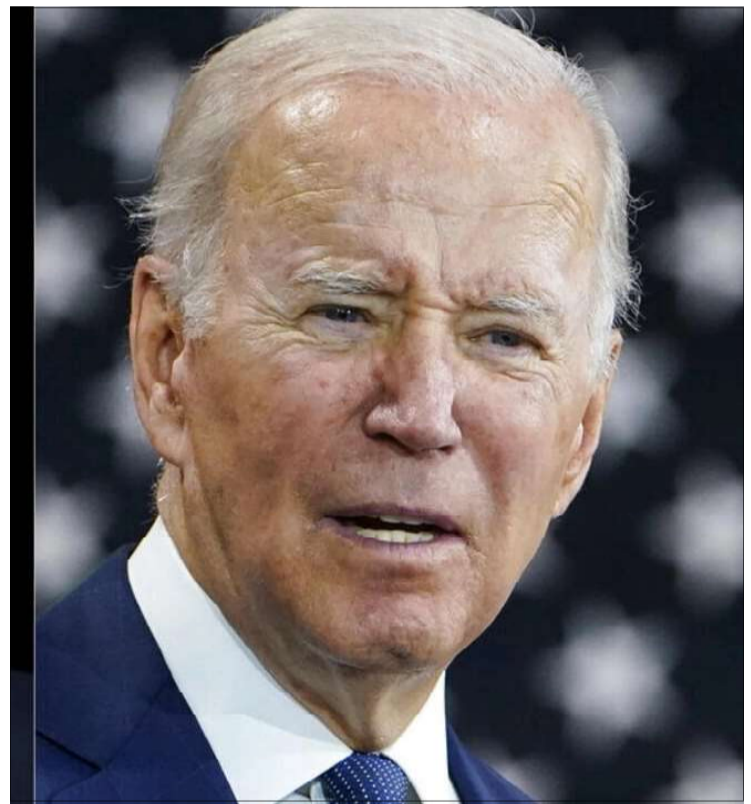
Amadou Tidiane Diallo

Élections de mi-mandat aux États-Unis

Des résultats plus serrés qu'annoncé

La vague rouge n'a pour le moment pas lieu pour ces élections de mi-mandat américaines. Tous les bureaux de vote sont désormais fermés aux États-Unis et l'heure est au décompte des résultats qui s'annoncent plus équilibrés que ce qui pouvait être annoncé, entre démocrates et républicains.

On s'attend toujours à ce que les démocrates perdent la Chambre basse, mais au vu des premiers résultats ce ne serait pas une vague rouge, les républicains l'emporteraient avec une marge plus courte. La chaîne NBC News projetait à la mi-journée un total de 220 élus à la chambre basse pour le parti républicain, soit une majorité de deux sièges et un gain de 11 élus par rapport à la législature précédente. En tout cas à noter parmi les nouveaux arrivants le démocrate Maxwell Frost, 25 ans, en Floride : premier membre de ce qu'on appelle la génération Z au Congrès, celle des adolescents et jeunes adultes d'aujourd'hui.



Concernant le Sénat, c'est toujours l'attente : les résultats d'États importants comme la Géorgie, le Nevada ou l'Arizona ne sont pas encore connus. Une victoire à pointer cependant : en Pennsylvanie, le démocrate John Fetterman a pris un siège jusqu'ici républicain en l'emportant face à Mehmet Oz, soutenu par Donald Trump. Il faudra sûrement plusieurs jours, voire plusieurs semaines avant qu'une majorité ne se dessine dans la chambre haute, selon les commentateurs.

Je n'aurais jamais pensé que nous transformerions ces comtés républicains en comtés démocrates, mais nous avons fait ce que nous avons à faire. Et c'est pour cette raison que ce soir je deviens le prochain sénateur américain pour la Pennsylvanie...

L'enjeu de ces *midterms* est majeur : la suite du mandat du président Joe Biden sera déterminée par ces élections, qui vont changer le visage du

Congrès.

Pour les postes de gouverneurs : en Géorgie, le républicain Brian Kemp est réélu face à la démocrate Stacey Abrams - rappelons qu'il avait refusé de changer le résultat des élections dans cet État en 2020 malgré les demandes Donald Trump. En Pennsylvanie, Doug Mastriano, soutenu par Donald Trump, qui avait vraiment poussé ses allégations de fraude à l'élection de 2020 et avait marché vers le Capitole l'année dernière, a été battu largement par le démocrate Josh Shapiro. À noter aussi une première : dans le Massachusetts, la démocrate Maura Healey a été élue gouverneure, c'est la première femme ouvertement lesbienne à être élue à ce poste aux États-Unis.

À travers tout le pays ce soir, nous avons fait le premier pas pour sauver l'Amérique. Cette élection prouve que lorsque les républicains restent concentrés sur des solutions concrètes, qui mettent en

avant les gens et le travail, nous pouvons gagner : aujourd'hui, mais aussi dans le futur, vous savez...

En Pennsylvanie, le démocrate Josh Shapiro l'emporte face au candidat républicain soutenu par Donald Trump. Et en Floride, Ron DeSantis a été réélu gouverneur, très largement ; le républicain est considéré comme un possible candidat à la présidence du pays pour 2024 et donc un solide concurrent pour Donald Trump.

Considéré auparavant comme un État « violet » (entre bleu et rouge) - qui pouvait voter démocrate comme républicain selon les élections - la Floride semble avoir basculé durablement dans le camp républicain avec notamment d'importantes victoires à la Chambre des représentants. Près de vingt points séparent Ron DeSantis et son rival Charlie Crist. C'est la plus large

(Suite à la page 5)

Élections de mi-mandat aux États-Unis

Des résultats plus serrés qu'annoncé

victoire à ce poste d'un républicain depuis vingt ans. Ron DeSantis a non seulement raflé le comté de Miami-Dade - longtemps la chasse gardée des démocrates. Mais il remporte aussi, la presse le souligne (à lire ci-dessous) le soutien de larges pans d'électeurs d'origine hispanique. Et c'est déterminant en Floride.

Ces très bons résultats pour Ron DeSantis donnent aussi aux conservateurs un enseignement important pour la présidentielle de 2024 : le parti républicain peut regarder ce qui s'est passé en Floride et puis ce qui se passe dans le reste du pays où les candidats soutenus par Donald Trump semblent à la peine. Leurs performances sont plutôt décevantes.

L'ancien président pourrait annoncer sa candidature à l'investiture républicaine la semaine prochaine. Mais à la Une de la presse un peu partout dans le pays : ce n'est pas son visage qui s'affiche, mais celui de son probable adversaire.

Pas de tsunami conservateur mais d'après *USA Today*, une grande déception toutefois : « L'Amérique conservatrice », écrit le journal, « a eu toutes les chances de réprimander sans équivoque l'ancien président Donald Trump et tous ceux qui

mettent en cause la légitimité des élections, mais elle a choisi de prendre des instruments et de continuer à jouer cette mélodie. Les performances moyennes de ce groupe vont probablement faire que notre pays sonnera faux pour les années à venir ». Mais ce qui compte dans les élections de mi-mandat, ce n'est pas seulement le score des partis, mais celui de certains candidats. Le *Washington Post* titre sur la réélection « écrasante » du gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis. Preuve que cet ancien swing state, État pivot, est désormais bien ancré à droite, jubile la chaîne *Fox News*. Le succès de DeSantis est aussi une mauvaise nouvelle pour Donald Trump, car cette victoire renforce la position du gouverneur de Floride en vue d'une éventuelle candidature à la présidentielle de 2024. Donald Trump n'a pas bénéficié de ce triomphe électoral dont il a sûrement rêvé, écrit le site d'information *Politico*. En revanche, le locataire de la Maison Blanche, lui, peut respirer, estime *The Hill*. Joe Biden sortira contre toute attente relativement indemne de cette nuit électorale. Pour ce journal en ligne, les résultats pourraient augmenter ses chances de se représenter en 2024.

RFI

CNT

Modification des dispositions du Code de procédure pénale

La plénière organisée le jeudi 22 septembre 2022, a permis aux membres du Conseil national de transition (CNT) de voter une loi modifiant certaines dispositions du Code de procédure pénale jusque-là en vigueur dans notre pays, a indiqué le ministre de la justice.



Selon Charles Alphonse Wright, le nouveau texte va « dans le sens de l'habilitation des officiers de police judiciaire, l'enquête, l'instruction, le jugement et des procédures spéciales », ce qui

devrait faciliter la tenue du procès du massacre et des exactions commis le 28 septembre 2009.

En effet, il y a environ 13 ans, des groupes d'hommes en tenue auxquels appuyés par des nouvelles recrues en tenue civile s'étaient violemment attaqués à des

opposants à une candidature du chef de la junte militaire d'alors (le capitaine Moussa Dadis Camara), tuant au moins 157 personnes et occasionnant le viol de plus d'une centaine de femmes.

D'après Wright, l'ancien Code de 2016 se référait à divers textes réglementaires, arrêtés, des arrêtés conjoints ou des décrets, sans prendre en compte certaines spécificités.

« A aucun moment, ces textes réglementaires n'ont pu accompagner ce Code de procédure pénale », a-t-il dit, soulignant que « l'anomalie » a été rectifiée.

Selon le ministère de la justice, à partir du 28 septembre 2022, une douzaine d'accusés dont l'ex chef de la junte militaire, Moussa Dadis Camara, seront présents dans le box des accusés pour répondre des faits qui leur sont reprochés.

Amadou Tidiane Diallo

Bourse du travail

Plus de dix centrales syndicales rejettent un décret du colonel Doumbouya

Au moins treize centrales syndicales, dont la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG), réunies le lundi 7 novembre 2022, au siège de la Bourse du Travail à Conakry, ont rejeté le décret du président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, imposant de nouveaux horaires aux fonctionnaires.

Dans son décret publié le 2 novembre 2022, le chef de la junte militaire guinéenne a annoncé des horaires de travail de 8h à 18h du lundi au jeudi (avec une pause entre 12h et 14h), et de 8h à 17h (avec une pause de 13h à 15h) les vendredis.

Une déclaration des leaders syndicaux reçue par *l'indépendant.org* parle de « sentiment de frustration » lié

à un manque de concertation, soutenant avoir appris la décision à travers les médias d'Etat.

« Face à une telle situation et en dépit de plusieurs appels aux respects des accords tripartites signés, le mouvement syndical Guinéen condamne et rejette énergiquement toute pratique qui viole les

principes sacrés du dialogue social », a martelé le mouvement syndical guinéen.

Ainsi, des leaders syndicaux guinéens invitent le président de la transition à rapporter ledit décret afin de permettre l'ouverture des consultations préalables avec les partenaires sociaux.

Mamadou Kouyaté



Ministre des Infrastructures

Yaya Sow suspendu avec plusieurs de ses hauts cadres

Le ministre des infrastructures et des Transports, Yaya Sow, a été suspendu de ses fonctions par le Premier ministre, Bernard Gomou, dans la soirée du dimanche 6 novembre 2022. Plusieurs hauts cadres du ministère sont également concernés par la « mesure conservatoire » ...



Le texte lu à la Radiotélévision guinéenne (RTG) n'a pas donné des détails sur les motifs qui ont conduit le PM Gomou à prendre une telle décision, mais une source du ministère a confié à l'indépendant.org qu'un enregistrement sonore d'une réunion où il aurait été question de « partage de marchés » entre des responsables du

département aurait fuité et provoqué tout ce remue-ménage. La mesure est d'autant plus curieuse, qu'une suspension de ministre, là où l'intéressé peut être sommé de démissionner, à défaut d'être limogé par le chef de l'Etat, est un fait extrêmement rare, voire jamais vu en République de Guinée.

La suspension concerne aussi le secrétaire général du ministère, Patrice Topou, le directeur national de l'entretien routier, Saa Yolande Camara, le chef de cabinet Cheick Ahmed Tidiane Camara, le conseiller principal, Demba Kourouma, le conseiller juridique, Rodrigue Georges Loua, le directeur général du fonds d'entretien routier, Aly Condé, et le responsable des marchés publics, Bangaly Kourouma.

Notre source citée plus haut affirme que le ministre Sow n'avait pas assisté à ladite réunion, présidée par un de ses hauts cadres, considéré comme bénéficiant de protection « haut placées ». Le ministre Sow a d'ailleurs confirmé cette information chez un de nos confrères et, même s'il n'a pas indiqué la suite qu'il réserve à une telle « humiliation », il a bravé entre les lignes la mesure prise par le PM Gomou « *Je suis serein (...)* *Je n'ai jamais interféré dans un marché* », a dit Sow qui a par ailleurs indiqué les noms de ceux qui ont participé à la réunion secrètement enregistrée. Une enquête interne pourrait être ouverte pour situer les responsabilités dans cette affaire qui sent le roussi.

L'indépendant

L'indépendant

L'information en toute indépendance

Aller de la présidence à la prison est un sort redouté, à juste raison, par nombre de chefs d'Etat notamment ceux d'Afrique. Alors, pour conjurer ce mauvais sort, beaucoup d'entre eux choisissent de se perpétuer au pouvoir, se disant qu'il vaut mieux mourir président que d'avoir à croupir en prison. Mais l'un ou l'autre choix n'a rien d'enviable.

Walaoulou BILIVOGUI

TPI Mafanco

Le procès du viol et du «meurtre» de Mmah Sylla se poursuit



Daniel Lamah, un deuxième accusé appelé à la barre au Tribunal de Première instance (TPI) de Mafanco, au sujet de l'affaire du viol et de la mort d'une jeune femme dénommée Mmah Sylla, a affirmé, le lundi 7 novembre 2022, que les intestins de la victime avaient été perforés au cours d'une première opération chirurgicale.

Devant le président du tribunal, Souleymane 1 Traoré, le médecin Lamah, accablé de faits criminels présumés a, dans un premier temps, nié les faits qui lui sont reprochés, avant de reconnaître avoir participé à plusieurs interventions chirurgicales subies par la victime.

« *J'ai fait la première opération avec Patrice à la clinique de Dr Célestin. Dans la salle ont été trois – Patrice et Célestin moi – (...)* la perforation des intestins a eu lieu lors de la première intervention » a-t-il reconnu à la barre.

« *C'est quand ils ont besoin moi, qu'on m'appelle pour venir intervenir. Quand*

j'ai vu M'Mah le 30 août (2021), la situation n'était pas compliquée (mais) la clinique n'avait pas de matériel des stérilisations », a ajouté Lamah, précisant que Mmah Sylla a subi 4 opérations en sa présence.

Le procureur de la République près du TPI de Mafanco, Kanfory Ibrahima Camara, a promis de tirer toute l'affaire au clair, avec des preuves tangibles à l'appui.

« *Nous sommes en train de chercher des preuves pour que des telles choses ne se répètent plus chez nous* » a promis le ministère public.

L'affaire du viol et de la mort de M'Mah Sylla a scandalisé l'opinion au cours des derniers mois de 2021. Selon la partie civile, cette dame, venue dans une structure sanitaire pour des soins, aurait été violée et a subi sept interventions chirurgicales.

La victime est décédée dans une clinique à Tunis, où elle avait été évacuée, au mois de novembre 2021.

Amadou Tidiane Diallo

Simandou

Toujours pas de « fumée blanche »

Quatre mois après l'arrêt des travaux du Simandou, les négociations autour de la Compagnie du Transguinéen (CTG) n'ont toujours pas débouché sur un accord définitif. Dans un contexte de difficultés économiques liées d'abord à la pandémie du Covid-19 puis à la crise ukrainienne, cette situation inédite intrigue...

Winning Consortium Simandou (WCS) et Rio Tinto, secouées par les exigences de la Guinée, brandies en mars 2022 (provoquant un premier arrêt des travaux entamés par WCS), ont été obligées d'accorder leurs violons pour maintenir le cap pour le développement du riche gisement de fer.

Une source bien informée a dit à WESTAF MINING qu'un des plus grands cabinets d'avocats du monde, spécialisé dans le domaine des mines, aurait été constitué pour défendre les intérêts d'au moins une des deux compagnies privées, face aux autres cabinets retenus par l'Etat guinéen dans ce dossier.

« Les contacts restent maintenus, les documents sont préparés mais les discussions n'ont pas pour le moment débouché sur un accord définitif », a déclaré cette source.

L'un des points les plus disputés concernerait la volonté de la Guinée de prendre le contrôle opérationnel de la CTG, après avoir exigé 15% des actions dans cette compagnie chargée théoriquement de garantir le co-développement des infrastructures ferroviaires (Transguinéen) et portuaires (port en eau profonde de Moribayah).

Notre source nous indique que les compagnies « veulent écarter une telle éventualité », source de perte de confiance de la part des vrais investisseurs dans le projet, avec en tête le géant chinois Baowu Steel.

« Dans la mesure où ce sont les compagnies étrangères qui ont réuni leurs partenaires financiers et trouvé un accord avec eux pour financer un projet aussi important (avec un coût minimum de 15 milliards USD), il n'est même pas envisageable de penser que c'est la Guinée qui va contrôler le projet. Les



partenaires ne peuvent pas accepter ça », affirme un juriste interrogé par WESTAF MINING.

Pour le moment, on connaît quelques figures fortes du projet de la CTG ; Bouna Sylla, juriste-fiscaliste et président du conseil d'administration de la nouvelle compagnie enregistrée chez le notaire Me Abdoulaye Diallo, Lu Liming au compte de WCS et Gerard Rheinberger pour les intérêts de Rio Tinto

Simfer.

Côté guinéen, les documents sont signés par les ministres Moussa Magassouba (mines et géologie), Lanciné Condé (à l'époque ministre de l'économie et des finances) et Moussa Cissé (ministre du budget au moment de signature).

L'actionnariat, selon les statuts déjà signés, est réparti comme suit : 42,5% pour chacune des compagnies privées et 15%

pour l'Etat de Guinée.

« Le problème avec ces actions de l'Etat, c'est qu'on se demande ce qu'elles peuvent rapporter comme dividendes, avant l'épuisement de la période d'amortissement des infrastructures, si elles sont finalisées. Et cette période risque d'être longue », fait remarquer le juriste cité plus haut.

Les rapports de forces actuels laissent entrevoir des négociations serrées,

avec d'un côté des partenaires qui veulent réaliser le projet et de l'autre un gouvernement de plus en plus « exigeant » sur les contours du projet. Reste à voir sur quoi ces difficiles négociations vont déboucher...

NDLR

« Fumée blanche »
Pour l'élection d'un nouveau Pape, l'assemblée des cardinaux se réunit en conclave. Leur décision définitive sera matérialisée par une fumée blanche s'échappant d'une cheminée du lieu de la rencontre.
Source : WESTAF MINING

OMVS

Le Mauritanien Vettah succède le Malien Séméga

Le Mauritanien Mohamed Abdel Vettah a été désigné officiellement à la tête de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) à la place du Malien Ahmed Diané Séméga au cours d'une cérémonie officielle, tenue à Dakar le 3 novembre 2022.

L'OMVS est une organisation stratégique pour la Guinée, le Sénégal, la Mauritanie et le Mali, dans le cadre de la gestion du fleuve Sénégal et de son potentiel hydroélectrique.

Une source de l'OMVS a souligné à l'indépendant.org que Vettah a été au cœur des négociations après la découverte du gisement de Grand Tortue Ahmeyim (GTA), à cheval entre les frontières maritimes du Sénégal et de Mauritanie.

La biographie officielle publiée par l'OMVS indique le nouveau promu est « âgé de 45 ans, (...) docteur en Informatique. Il a dirigé de grandes entreprises nationales dans son pays, la République islamique de Mauritanie, avant d'occuper pendant plusieurs années le poste de ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie ».

Vettah a aussi présidé le conseil des ministres de l'OMVS lorsqu'il occupait les fonctions ministérielles.

« C'est donc en terrain connu que s'avance le Haut-Commissaire Mohamed Abdel Vettah, le 8ème depuis la création de l'Organisation en mars 1972 », souligne l'OMVS.

Pour rappel le poste de Haut-Commissaire de cette organisation sous-regionale, dont le titulaire est nommé par la conférence des chefs d'États et de gouvernement, est occupé alternativement par la Guinée, le Mali et la Mauritanie.



Des poursuites judiciaires engagées contre Alpha et Cie

Jean Marc Telliano parle «d'acte salubre»

Le leader du Rassemblement pour le développement intégré de la Guinée (RDIG), Jean Marc Telliano a déclaré, le vendredi 4 novembre 2022, au cours d'un entretien accordé à l'indépendant.org, que les injonctions de poursuites judiciaires, lancées la veille contre plusieurs ex hauts responsables guinéens, dont l'ancien président, Alpha Condé, est un « acte salubre ».



Les dites injonctions de poursuites, adressées aux procureurs de Conakry et de Kankan, par le ministre de la justice, Charles Alphonse Wright, visent 187 responsables déçus, soupçonnés de faits présumés de « corruption, enrichissement illicite, blanchiment d'argent, faux et usage de faux en écriture publique, détournement de deniers publics et complicité ».

Telliano estime que les actes posés par les autorités actuelles vont dans le bon sens, déplorant toutefois la méthode employée.

« C'est un acte salubre. La récupération des domaines de l'État est aussi un acte salubre (...) Mais ce que je déplore,

c'est la pédagogie (car) ils ont toujours dit que la justice serait la boussole », a-t-il dit.

Le leader du RDIG, ancien ministre de l'agriculture, affirme saluer la « moralisation de la chose publique », tout en soulignant qu'aucun Guinéen ne devrait avoir le droit de s'octroyer des biens de l'État.

Telliano a dit inviter le président de la transition à ne pas chercher à influencer la justice guinéenne, au centre de toutes les critiques chez les partisans de l'ancien régime et au sein de certains partis politiques comme l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) et l'Union des Forces Républicaines

(UFR).

« Personne n'est contre le CNRD et l'échec de cette transition. Il faudrait que cela soit clair. Mais vous savez les businessmen de la crise... », a-t-il martelé.

Moins virulent qu'à son habitude, le leader du RDIG affirme espérer que le colonel Mamadi Doumbouya va parvenir à « rectifier le tir », en associant la classe politique à la prise de décisions, dans une dynamique consensuelle.

« On n'est pas contre les trois facilitatrices. L'État doit donner aussi la chance à la classe politique de désigner trois facilitatrices ou facilitateurs pour que les six et un médiateur se retrouvent, discutent et nous proposer des TDR (termes de références) » a souhaité Telliano.

Interrogés par l'indépendant.org, plusieurs proches et collaborateurs de l'ex président dont les noms ont été mentionnés sur la fameuse liste, ont rejeté en bloc les soupçons portés contre eux.

L'ex directeur de protocole de la présidence de la République, Mamady Sinkoun Kaba, a dénoncé un procédé qui vise à souiller « l'honneur de ceux qui ont travaillé avec Alpha Condé ».

Amadou Tidiane Diallo

L'indépendant

Alpha Condé et 187 autres personnes poursuivies

Des morts sur la liste publiée

Alors que les observateurs s'attendaient à un apaisement de la situation sociopolitique, plus de 14 mois après la prise de pouvoir par le Comité national du redressement pour le développement (CNRD), le ministre de la Justice, Alphonse Charles Wright, a demandé par lettre adressée aux procureurs de Kankan et de Conakry d'engager des poursuites contre 187 personnalités dont certaines sont pourtant déjà décédées.



Plusieurs hauts responsables de l'ancien régime déchu le 5 septembre 2021, dont le président Alpha Condé en personne, figurent sur la fameuse liste de hauts responsables dont les comptes avaient déjà été gelés.

Depuis plusieurs mois, des accusations de « corruption, détournements de deniers publics, etc » d'ex personnalités sont distillées dans la presse, toutes rejetées en bloc par les avocats des intéressés.

A date, les observateurs attendent toujours de voir les preuves qui accablent les mis en cause qui, d'ailleurs, dénoncent une « chasse aux sorcières » visant à les écarter de l'espace politique, en prévision des élections à venir, après la transition.

Les faits présumés visés par Wright sont la « corruption, l'enrichissement illicite, le blanchiment d'argent, le faux et usage de faux en écriture publique, le détournement de deniers publics et la complicité », selon sa lettre.

Toutefois, au moins 5 personnalités publiques figurant sur le tableau diffusé par la presse sont déjà décédées (Condé Hadja Nsira, grande sœur d'Alpha Condé, Doumbouya Mamady, ex directeur INAMO, Marliatou Barry, ex conseillère à la présidence, Alassane Aminata Touré, ex DG Anafic, Claude Kory Koundiano, ex haut

représentant du président de la République)...

Quand on sait qu'en droit le décès éteint les poursuites judiciaires, il va de soi qu'une telle erreur sera difficile à justifier.

Autre fait notable, les doublons (Gabriel Curtis, Mounir Cissé par exemple) mais également des fonctions attribuées à des... entreprises privées (Bangaya Sarlu, annoncé comme « préfet de Dinguiraye »).

D'autres erreurs assez grossières sont par ailleurs remarquées dans la lettre signée de Wright.

L'ancien directeur du protocole d'état à la présidence, Mamady Sinkoun Kaba, s'est fendu d'un message pour fustiger « une tentative de porter atteinte à l'honneur et à la réputation des gens qui ont travaillé avec le Pr Alpha Condé, à quelques exceptions près ».

Cette annonce de Wright survient au moment où les médiateurs nationaux et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest tentent de trouver un consensus entre la junte militaire au pouvoir en Guinée et les principales coalitions de partis politiques dans le but de favoriser une transition apaisée loin des effets d'annonce et des buzz.

Cadre du dialogue

Une première mission du MATAD visite les sièges des partis politiques



Six mois après son annonce officielle, une première mission du Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation (MATAD) a entamé le lundi 19 septembre 2022, une série de visites dans les sièges des partis politiques. Le Parti des démocrates et de l'espoir (PADES), dirigé par Ousmane Kaba a reçu une délégation, selon son chargé de communication, Karim Soumah.

Soumah a affirmé à nos confrères de FIM FM que la mission du MATAD a cherché à s'enquérir du fonctionnement normal du parti en se focalisant sur différents aspects : finances, participations aux élections, implantation, etc.

« Ils ont trouvé le parti fin prêt », a dit Soumah qui a soutenu que la délégation aurait apprécié la qualité de

l'organisation du PADES.

Notre source a également souligné que les critères d'implantation des partis politiques ne sont pas scrutés à la légère.

« Il ne s'agit pas de dire simplement : nous sommes implantés à Kankan ou à Bissikirima, il faut au moins donner trois représentants du parti dans ces localités avec leurs numéros de téléphones. Et pour des besoins, eux-mêmes pourront contacter la personne », a-t-il précisé.

La délégation du MATAD devrait visiter très prochainement d'autres partis politiques et en vérifier le fonctionnement sur la base des mêmes critères. Outre celui du PADES, elle aurait déjà visité les sièges de 4 autres partis politiques.

Alpha Amadou Diallo

Santé... Santé... Santé...

Punaises de lit : que faire ? comment s'en débarrasser ?

On peut tous être touchés par des punaises de lit. Les voyages internationaux et la résistance croissante aux insecticides ont signé le retour des punaises de lit dans nos domiciles. Découvrez comment réduire les risques d'infestation, comment reconnaître les traces de leur présence et comment vous en débarrasser au plus vite.

L'invasion de punaises de lit est en nette recrudescence en France. En cause : les voyages internationaux et le développement des résistances aux insecticides. Il n'existe pas de statistiques officielles sur leur infestation, mais la Chambre syndicale des métiers de la dératisation, désinsectisation et désinfection (CS3D) a des chiffres qui montrent que la totalité des lieux d'hébergement sont exposés aux infestations, qu'il s'agisse des logements de particuliers, des hôtels, des locations saisonnières ou encore des résidences universitaires et parfois les hôpitaux. Les interventions de ces spécialistes ont augmenté de 30% entre 2018 et 2019, et ont ensuite fait un bond de 76% entre 2019 et 2020.

Face à ce sujet de préoccupation (car il n'est pas facile de se débarrasser des punaises de lit), le gouvernement a publié, ce 10 mars 2022, son plan interministériel de lutte contre les punaises de lit afin d'améliorer la sensibilisation et d'intensifier la mobilisation dans tous les secteurs d'activité concernés par ce fléau. A travers ce Plan, les ministères concernés entendent :

- Lancer une campagne d'information destinée à prévenir et repérer au plutôt l'infestation en sensibilisant les particuliers et les professionnels les plus exposés ;
- Accompagner les filières de détection et de traitement afin d'améliorer le traitement des infestations et d'orienter les particuliers vers des professionnels reconnus ;
- Surveiller le phénomène pour mieux adapter les politiques publiques à la réa-



lité du terrain et des infestations, avec notamment la mise en ligne d'un observatoire national en septembre 2022 ;

- Clarifier les responsabilités entre bailleurs et locataires ;

- **C o n s o l i d e r** l'expertise scientifique et technique sur la punaise de lit et les moyens de combattre les infestations.

Punaises de lit : comment reconnaître leurs piqûres ?

Vrai fléau, les punaises de lit ne piquent que la nuit et se cachent le reste du temps. Elles peuvent piquer jusqu'à 90 fois en une seule nuit, provoquant des démangeaisons parfois insupportables. « Inutile de s'affoler pour autant, tempère le Dr Pascal Delaunay, parasitologue-entomologiste au CHU de Nice. Si vous n'êtes pas piqués la nuit, c'est que vous n'avez pas de punaises de lit chez vous ! Et si vous l'êtes, il y a bien d'autres explications : les moustiques, mais aussi les puces. » En revanche, si ça dure, si le nombre de piqûres sur les parties découvertes augmente sans raison apparente, il est temps de se transformer en détective.

>> A quoi ressemble

leurs piqûres ? Ces piqûres peuvent se regrouper par 3 ou 4 sur la peau, parfois en ligne, et sont généralement situées sur les parties découvertes du corps (visage, mains, bras, jambes). Elles ne transmettent pas de maladie mais peuvent causer des démangeaisons importantes voire des réactions allergiques (urticaire).

Punaises de lit : comment savoir si on en a dans la maison ?

Les punaises de lit sont visibles à l'œil nu et sont généralement brunes, elles ne sautent pas et ne volent pas. **L'adulte a la dimension d'un pépin de pomme.** Les oeufs, de couleur blanche, mesurent 1mm.

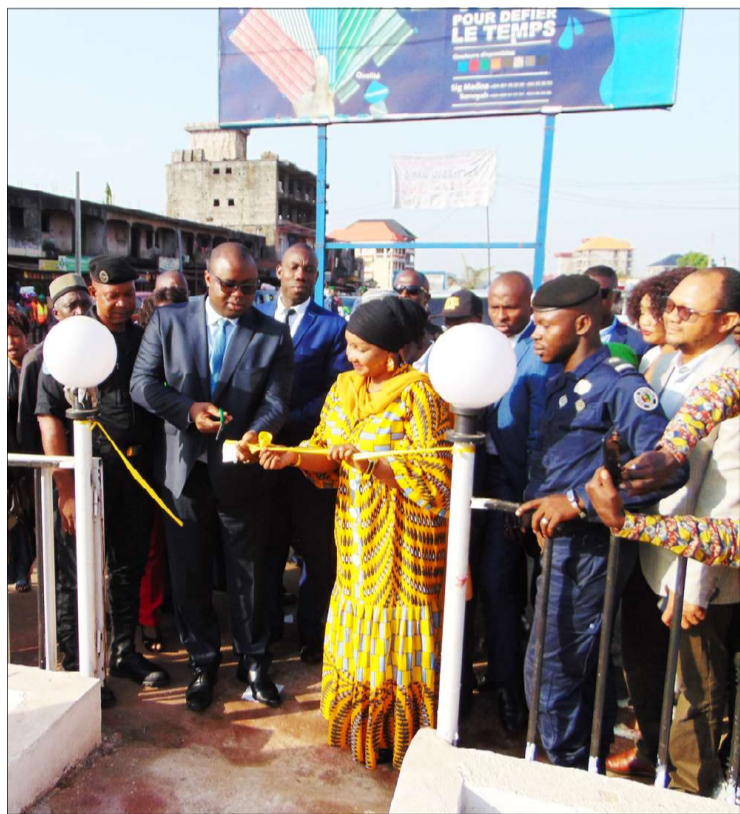
« Dans l'idéal, précise notre spécialiste, il faudrait arriver à en attraper au moins une pour la faire identifier par un spécialiste, un entomologiste de préférence. Le cas échéant par un pharmacien ou un généraliste, s'ils s'y connaissent. Le problème, c'est qu'elles sont surtout actives la nuit et qu'elles fuient la lumière. Ce qui explique que leurs caches soient difficiles à trouver. »

In topsante

Conakry

Plusieurs ronds-points inaugurés par Bernard Goumou

Le premier ministre a procédé ce mercredi 09 novembre 2022, à l'inauguration de plusieurs ronds-points de la capitale. Au total ils sont douze, à être aménagés depuis l'arrivée du président de la transition.



Sept des douze ronds-points ont été inaugurés ce jour : « Je peux vous rassurer monsieur le premier ministre, de notre entière disponibilité à toujours persévérer dans ce sens pour davantage matérialiser sur le terrain, la vision du chef de l'État et son gouvernement. Des dispositions sont en train d'être prises avec les collectivités à la base pour la surveillance et l'entretien de ces aménagements. Je profite de l'occasion pour dire aux citoyens de Conakry de faire un bon usage en conservant l'intégralité et à veiller sur la propreté des endroits », a invité madame M'Mahawa Sylla.

Le représentant du maire de la commune de Ratoma, a remercié le CNRD pour le travail. Monsieur Ibrahim Ahmed Barry a aussi signalé que depuis l'arrivée de dame M'Mahawa Sylla au gouvernement de la ville de Conakry, la commune de Ratoma a changé de physionomie : « Ratoma est une préoccupation gouvernementale. C'est une

fierté pour tous les citoyens de la commune, pour nous les élus. Nous vous remercions. Et nous prenons l'engagement solennelle que nous allons veiller sur ces infrastructures pour ne pas qu'il y ait des regrets dans le futur », a déclaré le sixième maire de la commune de Ratoma.

Le premier ministre a montré sa satisfaction pour l'embellissement des différents ronds-points de la capitale, grâce aux efforts de la gouverneure de Conakry.

« Il y a de cela quelques

mois, le président de la transition a instruit madame la gouverneure à améliorer et embellir les ronds-points de Conakry. Encore une fois de plus, je voulais féliciter madame la gouverneure pour le travail abattu en sous peu de temps. Vous œuvrez à changer l'image de notre capitale. Ce n'est pas que l'embellissement des carrefours, mais elle œuvre également dans l'assainissement de la ville de Conakry. Ce que je peux donner comme conseil aux différents maires et aux chefs des quartiers, c'est de mettre tout en œuvre pour pouvoir conserver ces lieux à l'identique, c'est-à-dire procéder chaque fois au nettoyage. Madame (la gouverneure), a eu courage de mettre également des forages dans ces carrefours. Donc pas besoin d'aller chercher de l'eau ailleurs pour attirer ces espaces », a exprimé Bernard Goumou.

Il faut signaler que ce sont les ronds-points du port autonome de Conakry, celui en face de l'hôtel Rivera, le pont 8 novembre, les parterres sous le pont 8 N o v e m b r e , Moussoudougou, Bellevue, Hamdallaye, Tannerie, Matoto, T4, T5, T6 T7 et T8, qui ont été aménagés.

Amadou Tidiane Diallo

Avis important

L'Administration et la Direction Générale de "L'indépendant & Démocrate" informent tous ses partenaires et annonceurs, que depuis le 1^{er} novembre 2022, **Monsieur Mamadou Aliou DIAKITE** n'est plus le Directeur Commercial du groupe de presse.

Par conséquent, **M. Diakité** n'est plus membre de notre personnel et n'est habilité ni à représenter, ni à engager L'Indépendant & Le Démocrate dans une quelconque activité.

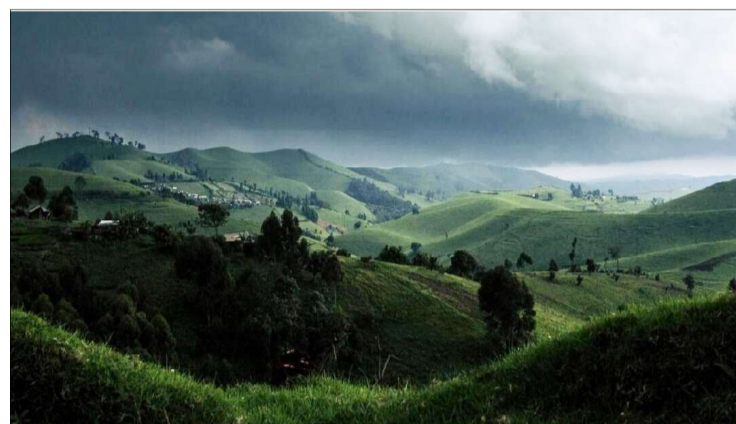
Désormais, en cas de besoin, le groupe de **L'Indépendant & Le Démocrate** vous invite cordialement à vous référer à l'adresse directioncommerciale@lindependant.org telle que mentionnée dans l'ours du journal.

Merci de nous faire confiance

L'Administrateur général du groupe de presse de "L'INDEPENDANT & Le Démocrate"

RDC

L'armée de l'air entre en action contre le groupe armé du M23 dans le Nord-Kivu



Les avions de l'armée congolaise sont déployés depuis ce week-end dans la province du Nord-Kivu. Après des vols de reconnaissance, ils ont effectué selon plusieurs sources leurs premières frappes ce mardi, ciblant des zones occupées et contrôlées par les rebelles. Aucun bilan n'est encore disponible.

Des témoins ont vu décoller un avion militaire de l'aéroport de Goma mardi 9 novembre dans la matinée. S'il est difficile de connaître sa destination, plusieurs sources rapportent des bombardements aériens dans certaines zones **contrôlées par le M23**, dans la chefferie de Bwisha.

Cette situation a provoqué de nouveaux déplacements de populations, et des dizaines

de civils sont arrivés dans l'après-midi dans la localité de Matebe. Selon leurs témoignages, ils ont fui suite aux fortes détonations entendues le matin dans la région. D'autres déplacés ont été signalés à Rwanguba.

Pas de commentaire de l'armée congolaise

De leur côté, les Forces armées de la RDC (FARDC) n'ont pas voulu commenter l'évolution de la situation. « *Nous sommes en guerre et nous sommes en opération. Il y a des choses qui ne se disent pas* », a brièvement déclaré à RFI un officier de haut rang de l'armée congolaise. Lundi, les habitants de Kiwanja et Rutshuru avaient rapporté avoir vu un avion militaire survoler à haute altitude leur zone.

Selon une source militaire, il s'agissait d'un vol de reconnaissance. Parallèlement, les efforts diplomatiques se poursuivent pour une issue politique et négociée à la crise. La réunion tripartite RDC-Rwanda-Angola tenue à Luanda samedi avait ainsi appelé au déploiement immédiat du mécanisme de vérification *ad hoc* à Goma. Les chefs des services de renseignement sont chargés de poursuivre les discussions à cet effet.

RFI

France

Emmanuel Macron officialise la fin de l'opération Barkhane

Le président français s'est exprimé solennellement ce mercredi 9 novembre 2022 depuis le porte-hélicoptères amphibie Dixmude, à Toulon dans le sud de la France, pour présenter la nouvelle stratégie de Paris en matière de défense. Emmanuel Macron a officialisé la fin de l'opération Barkhane, et a annoncé que la nouvelle stratégie française en Afrique serait finalisée



Après des années de lutte antiterroriste au Mali, « j'ai décidé, en coordination avec nos partenaires, d'officialiser aujourd'hui la fin de l'opération Barkhane », a déclaré le président Macron ce mercredi à Toulon.

Le chef de l'État y voit une « conséquence » de l'évolution de la situation au fil des derniers temps, alors que les autorités actuellement en charge à Bamako travaillent avec le groupe paramilitaire russe Wagner.

L'annonce n'aura pas de conséquence immédiate. L'armée française a déjà quitté le Mali, en août dernier. Mais elle comprend encore 3 000 militaires déployés au Niger, au Tchad et au Burkina Faso.

À l'avenir, « nos interventions devraient avoir de meilleurs délais et dès le début. Nous ne voulons pas rester engagés pendant une durée illimitée dans des opérations extérieures », plaide Emmanuel Macron.

Notre soutien militaire aux pays africains de la région se poursuivra, mais selon les nouveaux principes que nous avons définis avec eux

(...) Il se déclinera à l'échelle de chaque pays selon les besoins qui seront exprimés par nos partenaires.

Nos interventions doivent être mieux bornées dans le temps. (...) Nous n'avons en effet pas vocation à rester engagés sans limite de temps dans des opérations extérieures.

« Stratégie finalisée d'ici à six mois »

Le président français, qui s'est exprimé devant les hauts gradés des forces armées et des diplomates à bord d'un porte-hélicoptères, n'a pas annoncé de réduction immédiate des effectifs déployés.

Dans les prochains jours, a-t-il en revanche dit, des échanges seront lancés avec les nations africaines et les organisations régionales « pour changer le statut, le format et la mission » des bases françaises en Afrique.

Objectif désormais : continuer à agir en discrétion. « Nos soldats restent couverts, protégés, soutenus, administrés dans des conditions qui sont satisfaisantes ». La nouvelle

stratégie en Afrique sera finalisée d'ici à six mois.

Elle devrait reposer sur une coopération plus étroite avec les armées africaines. « Nos engagements avec nos partenaires en Afrique seront axés sur une logique de coopération et de recours à leurs armes. »

Nous lancerons dans les prochains jours une phase d'échanges avec nos partenaires africains, nos alliés et les organisations régionales pour faire évoluer ensemble le statut, le format et les missions des actuelles bases militaires françaises au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Cette stratégie sera finalisée d'ici six mois (...). C'est indispensable et c'est une des conséquences que nous tirons de ce que nous avons vécu ces dernières années dans toute la région du Sahel.

« Des jeux de miroirs, des bots, des trolls »

Entre autres, le chef de l'État souhaite que « l'influence » soit érigée au rang de « fonction stratégique » en matière de défense, dans le contexte de

durcissement de la lutte informationnelle dans le monde.

Face aux narratifs jugés hostiles à Paris, « nous ne serons pas des spectateurs patients », assure M. Macron. « Convaincre fait partie clairement des exigences stratégiques », estime-t-il, promettant des moyens substantiels.

Le chef de l'État déplore l'existence de « tout un bestiaire digital » dirigé par « nos rivaux pour contester notre sécurité et notre rayonnement et propager, outre de faux récits, un appétit de violence »...

Il faut savoir « détecter sans délai » ces formes de guerre hybride, les « entraver » et, « à notre tour, mais à la manière d'une démocratie, la devancer, en user à notre profit dans les champs numériques et physiques ».

On a assez vu comment en Afrique (...) souvent à l'instigation d'acteurs extérieurs, des récits malveillants s'implanter, être démultipliés par des jeux de miroirs, des bots, des trolls.

Une attitude qui serait seulement réactive, voire défensive pourrait passer pour une forme de passivité, ce ne sera pas la nôtre.

Barkhane, la fin d'une époque

Depuis le 15 août dernier, date de la fin du retrait français du Mali, l'opération Barkhane était en sursis. Il y a encore un an, 5 100 soldats étaient pourtant encore déployés, essentiellement dans la zone des trois frontières aux confins du Mali, du Niger et du Burkina, pour contenir la poussée jihadiste.

Mais Paris, poussé hors du Mali par la junte au pouvoir à Bamako, avait décidé de tourner la page de cette opération extérieure débutée en 2014. Le principe même des opérations extérieures et des grandes bases militaires très visibles, et susceptibles de provoquer le rejet des populations, a vécu.

Désormais, Paris privilégie donc la coopération militaire, la formation, en soutien, en appui, plus en première ligne. L'enjeu est donc aussi désormais de gagner la bataille de l'influence : avoir la capacité à se défendre et agir dans les champs hybrides, trouver la parade, par exemple face aux infox russes très présentes en Afrique.

Billet

Aller de la présidence à la prison est un sort redouté, à juste raison, par nombre de chefs d'Etat notamment ceux d'Afrique. Alors, pour conjurer ce mauvais sort, beaucoup d'entre eux choisissent de se perpétuer au pouvoir, se disant qu'il vaut mieux mourir président que d'avoir à croupir en prison. Mais l'un ou l'autre choix n'a rien d'enviable.

Walaoulou BILIVOGUI

L'indépendant

L'information en toute indépendance

Mondial 2022

Vers un forfait du Sénégalais Sadio Mané ?

Après s'être blessé lors de la victoire du Bayern Munich face au Werder Brême mardi 8 novembre, le Sénégalais Sadio Mané pourrait ne pas disputer la Coupe du monde au Qatar selon le quotidien français L'Équipe. Le président de la Fédération sénégalaise de football Augustin Senghor s'est dit « inquiet » ce mercredi de l'état de sa vedette.

Mardi 8 novembre, le Bayern Munich avait déroulé contre le Werder Brême (6-1), mais avait vu son international sénégalais Sadio Mané sortir sur blessure (rotule droite) dès la 21^e minutes, à douze jours de début de la Coupe du monde. Un gros point noir pour la soirée pour des Munichois et surtout des supporters sénégalais. « Imaginez que la France perde Benzema. On croise les doigts, on est inquiet depuis les nouvelles qui nous sont parvenues hier », a dit le patron de la Fédération sénégalaise, interrogé par l'AFP.

Indisponible quatre semaines ?

L'ancien joueur de Liverpool ne sera peut-être pas sur les pelouses du Qatar, ce qui serait une triste nouvelle pour le Lion de la Téranga qui a terminé sur la deuxième marche du podium du dernier Ballon d'Or derrière le Français Karim Benzema. Le champion d'Afrique 2022 et finaliste de la Ligue des

champions 2022 s'est allongé sur la pelouse, a été soigné et a tenté de reprendre sa place, avant de faire signe à son entraîneur de le remplacer.

« Je ne peux pas dire précisément ce qu'il a. Il a pris un coup sur la rotule droite, mais pour l'instant je ne peux pas en dire plus. Je ne l'ai pas vu après le match, j'espère que ce ne sera pas trop grave », avait expliqué Nagelsmann le coach du Bayern après la rencontre, dans l'attente des examens supplémentaires à réaliser mercredi. Selon le quotidien français L'Équipe, Sadio Mané souffre en réalité d'un tendon et serait indisponible quatre semaines.

« C'est notre joueur vedette »

« Nous attendons la consultation du département médical (du Bayern) et une notification officielle de la part du club. La rigueur veut qu'on attende des infos fiables venant du club lui-même », a déclaré

Augustin Senghor. Les responsables sénégalais ont tenté de s'informer auprès de l'entourage du joueur qui leur a dit attendre lui-même une communication officielle de la part du club : « C'est notre joueur vedette, l'équipe avec Sadio Mané ou l'équipe sans Sadio Mané, ce n'est pas la même chose, mais on s'adapterait », a ajouté Augustin Senghor.

Cette blessure arrive au plus mauvais moment alors que le sélectionneur du Sénégal Aliou Cissé doit annoncer vendredi 11 novembre sa liste pour le Mondial-2022 au Qatar (20 novembre-18 décembre), avec un premier match pour le Sénégal contre les Pays-Bas dès le 21 novembre. Le Sénégal est placé dans le groupe A en compagnie du Qatar, de l'Équateur et des Pays-Bas. Sadio Mané avait joué la Coupe du monde en 2018 en Russie et les Lions étaient sortis au premier tour

RFI

Ligue des champions

PSG-Bayern, Real Madrid-Liverpool !

Le tirage au sort des huitièmes de finale de la Ligue des champions a été effectué ce lundi par l'UEFA. Le tenant du titre, Real Madrid sera opposé à Liverpool.

Unique représentant de la Liga – avec l'élimination du FC Barcelone, de l'Atletico Madrid et du FC Séville –, le club de la capitale espagnole croisera à un gros poisson comme fut le cas de la dernière édition. Les joueurs de Carlo Ancelotti défieront à l'aller Liverpool à Anfield, avant de recevoir les Reds dans leur antre de Santiago Bernabeu, une semaine plus tard.

Parmi les autres affiches, le tirage offre des retrouvailles entre Paris Saint Germain et Bayern Munich dans un remake de la finale de l'édition 2020 (0-1).

L'AC Milan affrontera Tottenham, Chelsea rencontrera le Borussia Dortmund et Manchester City hérite du RB



Leipzig.

Le tirage intégral des huitièmes de finale (aller les 14 – 15 et 21-22 février 2023 / retour les 7-8 et 14-15 mars 2023)

RB Leipzig – Manchester City
Club Bruges – Benfica

Lisbonne

Liverpool – Real Madrid
Milan AC – Tottenham
Eintracht Francfort – Naples
Borussia Dortmund – Chelsea
Inter Milan – FC Porto
PSG – Bayern Munich

Amadou Tidiane Diallo

Burkina Faso

Démission du ministre Roch Donatien Nagalo, accusé de malversations

Au Burkina Faso, le ministre du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des PME, a donné sa démission mardi 8 novembre. Nommé le 25 octobre dernier, Roch Donatien Nagalo était contesté par plusieurs associations de commerçants. Il explique que c'est pour donner toutes les chances au gouvernement de travailler dans la sérénité qu'il a pris cette décision, car sinon, il ne se sent coupable d'aucune malversation.

Au regard de nombreuses contestations contre sa nomination au sein du gouvernement, Roch Donatien Nagalo a décidé de céder son poste de ministre du Développement industriel et du Commerce.

Il rejette toutes les accusations portées contre lui, et invite ses détracteurs à suivre la voie juridique pour régler tout différend s'il y en a. Le ministre démissionnaire explique que son acte a pour but de donner toutes les chances au

gouvernement de travailler dans un climat serein et apaisé.

« Au vu du contexte social, économique et sécuritaire, je me sens interpellé que la seule façon de servir sa nation soit d'être à la hauteur des événements et contribuer de manière humble, intègre et civique à la cohésion sociale », souligne-t-il.

Certaines associations de commerçants reprochaient à Roch Donatien Nagalo sa gestion du syndicat national des commerçants du Burkina, dont il était le secrétaire général. Ses détracteurs l'accusent de malversations auprès de certains commerçants, surtout les femmes des marchés des villes et campagnes.

Dans une interview, le chef du gouvernement soutenait qu'il n'y avait rien de reprochable au ministre du Commerce après les investigations. Finalement, il n'aura même pas eu le temps d'être installé au ministère du Commerce.

RFI